



## *Solidaires Finances Publiques*

V A L - D E - M A R N E

Local syndical- Hôtel des Finances

1 Place du Général Billotte - 94040 CRETEIL Cedex

Tél. : 01-41-94-34-64 ; 01-43-99-65-48 ou 37-95

[solidairesfinancespubliques.ddfip94@dgfip.finances.gouv.fr](mailto:solidairesfinancespubliques.ddfip94@dgfip.finances.gouv.fr)

Créteil, le 11 mars 2013

Monsieur <maire (nom)>

<mairie de>

<Adresse1>

<Ville (CP)> <Ville (nom)>

Objet : Suppression de la Trésorerie de [REDACTED]

Monsieur le Maire,

L'administration des Finances Publiques est engagée depuis plusieurs années dans un vaste mouvement de restructurations. Présentée comme une modernisation du service public, cette évolution s'est avant tout traduite, dans les faits, par la concentration de missions et de services et par la suppression de milliers de postes de travail.

Ce mouvement, qui a débuté bien avant elle, a été brutalement accéléré et amplifié avec la fusion des anciennes Directions Générales des Impôts et du Trésor public décidée en juin 2007 et mise en œuvre dès 2008.

De fait, très loin de répondre aux objectifs affichés - et notamment en termes de service public ou d'efficacité - cette réforme a profondément fragilisé les services et les missions, tout comme elle a achevé de dégrader de manière très alarmante les conditions de travail des agents.

Ceci en dépit d'un coût exorbitant au regard des résultats obtenus, qui obère les perspectives d'avenir et d'amélioration d'une situation pourtant souvent intenable.

Cette évolution - loin s'en faut - n'a pas épargné notre Direction départementale.

Celle-ci a ainsi perdu près de 300 emplois ces dernières années et, du fait de ses spécificités ajoutées à certains paramètres de notre Département, a même été particulièrement impactée par les orientations subies, dont les conséquences sont ici démultipliées. A maints égards elle est au bord de la rupture.

Alors même que nos charges de travail ont très sensiblement augmenté (accroissement de la population, souvent en proie à une précarité grandissante, évolution du tissu socio-économique, complexification de la législation...), jamais nos services n'ont été aussi dépourvus et à ce point déstabilisés, voire même asphyxiés.

Cette situation engendre une perte supplémentaire de maîtrise du « tissu fiscal » et un risque latent de rupture entre les agents (largement abandonnés) et la population, dont la nature des attentes et le niveau des besoins ont systématiquement été ignorés par notre administration centrale.

**La volonté de déplacer l'ensemble des Trésoreries du Val-de-Marne dans les plus brefs délais - dont potentiellement celle de [REDACTED] implantée sur le territoire de votre commune - constitue une suppression pure et simple de ce service de proximité !**

Par ailleurs, notre Direction a totalement sous-estimé le manque à gagner pour les finances locales, résultant des effectifs insuffisants afin d'asseoir et de recouvrer l'ensemble des recettes municipales.

De surcroît, le fait de les regrouper dans des Centres des Finances publiques ne fera qu'augmenter le nombre d'usagers à recevoir en un même lieu. Cela dégradera encore plus les conditions d'accueil, ne faisant ainsi qu'accroître la tension générale déjà plus que latente et redouter le pire pour la sécurité de tous.

Il s'agit bien là d'un recul de l'Etat et d'un nouveau coup porté à la cohésion de la collectivité, ce dont nous mesurons - bien seuls - la gravité.

Nous n'étions déjà plus en capacité d'offrir le service public attendu par l'ensemble de nos interlocuteurs mais, de surcroît, les agents éprouvent un sentiment d'extrême dévalorisation professionnelle.

Des pans entiers de nos missions sont - par la force des choses - délaissés si ce n'est abandonnés. Nous ne parvenons plus à assurer la gestion courante des dossiers, ce qui alimente encore un peu plus la réception d'un public toujours plus nombreux, qui en retour absorbe la quasi-intégralité de nos forces.

La situation est telle aujourd'hui que nous nous voyons dans l'obligation de vous alerter par le présent courrier.

Cette démarche nous apparaît d'autant plus nécessaire au regard des 2 500 nouvelles suppressions d'emplois au 1<sup>er</sup> janvier 2013 (dont 40 suppressions dans le Val-de-Marne !).

Nous considérons que cette situation concerne l'ensemble des acteurs du service public et au premier chef la population et ses élu(e)s.

**Et que dire de la volonté de supprimer l'implantation locale de ces Trésoreries à la veille des élections municipales !**

Nous nous tenons à votre disposition pour de plus amples renseignements.

Vous remerciant par avance pour l'attention portée à ce courrier, nous vous prions d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de notre considération distinguée.

Les agents de la Direction Départementale des Finances publiques du Val-de-Marne et leurs représentants de la section Solidaires Finances publiques du Val-de-Marne

Le secrétaire départemental  
David FERREIRA